L’islamiste Erdogan exige l’adhésion de la Turquie à l’UE, der Leyen accourt !

écrit par Christine Tasin | 26 janvier 2021

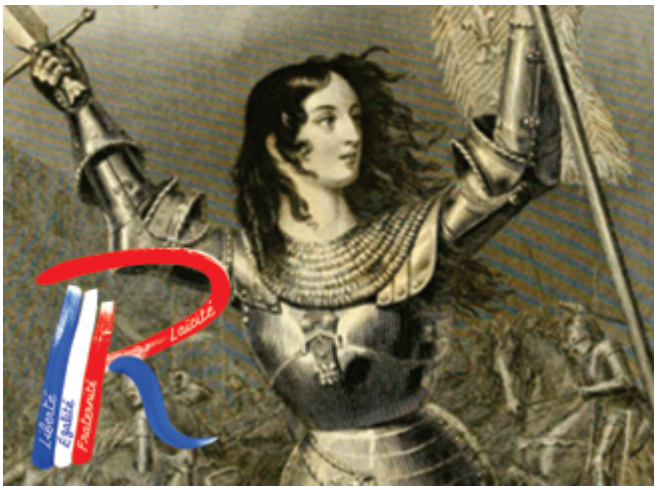

Illustration : le chef de la diplomatie turque Cavusoglu s’est entretenu avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen ainsi qu’avec son adjoint Margaritis Schinas, la commissaire chargée des affaires intérieures, Ylva Johansson et le commissaire chargé du voisinage et de l’élargissement, Oliver Varhelyi.

Monstrueux. Je n’ai pas de mots pour décrire ce que nous vivons et la connivence des élites, élues et non élues, avec les islamistes.

Voilà le moment venu pour le tyran, celui qui rêve de ressusciter le Califat, celui qui ne cesse de faire le geste des Frères musulmans pour bien dire aux musulmans du monde entier et aux autres qu’il est là pour accomplir la volonté de Mahomet d’islamiser toute la planète.

Le moment est venu d’imposer ses objectifs à toute l’UE, à toute l’Europe.

Ses objectifs sont énoncés clairement par son ministre des

affaires étrangères Cavusoglu.

Ils tiennent en 2 principes : liberté de circulation des Turcs dans toute l'UE. Lutte contre l'islamophobie.

Principes écrits noir sur blanc par Cavusoglu dès la fin de l'entretien qu'il a eu avec des Leyen (voir illustration) :

"Le processus d'adhésion doit être relancé". "L'Union douanière doit être mise à jour et la libéralisation des visas doit être mise en vigueur. Nous devons renforcer la coopération dans la lutte contre l'immigration irrégulière et le terrorisme. Nous devons lutter contre la montée du racisme, de la discrimination et de l'islamophobie en Europe".

.

Et comme, grâce à l'appel d'air imbécile de Merkel puis de Macron et tous les autres, grâce aussi aux ONG payées par le pékin d'Europe envahi, des millions de « migrants » submergent notre continent et que Erdogan en retient 3 millions, véritable armée qu'il menace régulièrement de jeter sur nous si on n'accède pas à toutes ses demandes… **il y a de fortes chances pour qu'il obtienne ce qu'il veut. Et, une fois de plus, on ne nous demandera pas notre avis.**

Il n'est question que de dialogue, d'intérêts stratégiques, et de « mesures positives »… Bref, il est évident qu'ils sont décidés à relancer le processus d'adhésion de la Turquie…

« Nous voulons ouvrir une nouvelle page avec l'UE. Il est nécessaire de mettre à jour l'accord du 18 mars 2016 avec tous ses éléments. Nous devons travailler ensemble pour un programme positif. Nous avons discuté des préparatifs concernant la visite des présidents du Conseil de l'UE et de la Commission européenne", avait précisé Cavusoglu dans partage sur sa rencontre avec Borrell.

“Le dialogue est nécessaire, mais nous attendons aussi des actes concrets et crédibles sur le terrain”, a déclaré de son côté von der Leyen dans un tweet.

“Il est temps de prendre des mesures positives” a affirmé Margaritis Schinas dans une déclaration faite sur Twitter à l’issue de la réunion.

“L’UE a des intérêts stratégiques reposant sur des valeurs et des principes et sur la coopération et les avantages mutuels, dans le développement des relations avec la Turquie. La rencontre entre Josep Borrell et Mevlut Cavusoglu a permis un échange de vues sincère, ouvert et profond pour avancer dans cette direction”, note par ailleurs une déclaration faite par le cabinet de Borrell.

https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2021/01/22/cavusoglu-le-processus-d-adhesion-de-la-turquie-a-l-union-europeenne-doit-etre-relance-1568686

La Turquie dans l’UE, c’est la libre circulation des Turcs… mais aussi, forcément des 3 millions de migrants qui seront équipés de passeports turcs par les bons soins d’Erdogan.

C’est la submersion islamique de tout notre continent, assurée.

Et c’est le pouvoir d’Erdogan d’imposer encore plus nettement la lutte contre l’islamophobie, traduisez l’interdiction de critiquer l’islam imposée à toute l’Europe et retour au délit de blasphème. Bref le statut de dhimmi pour tous les non musulmans et le régne de l’islam en Europe…

C’est la guerre assurée… avec la bénédiction des dhimmis de Bruxelles, y compris Macron et Merkel, évidemment.

.

On remerciera une fois de plus ce salopard de Sarkozy qui, non content de faire ratifier dans notre dos le Traité de Lisbonne malgré notre vote de 2005, a fait supprimer l'amendement constitutionnel qui prévoyait un referendum pour toute nouvelle adhésion à l'UE d'un pays représentant plus de 5% de la population de l'UE. Comme pour le reste, Sarkozy qui était opposé à l'entrée de la Turquie dans l'UE a fini par obéir à l'âme damnée de Jospin, Jean-Pierre Jouyet, recyclé comme tant d'autres socialauds dans les gouvernements sous Sarkozy.

Le Sénat français a supprimé mardi 24 juin, un amendement constitutionnel visant à organiser une consultation populaire avant l'entrée d'un nouveau pays dans l'UE. Cette mesure met un terme à une controverse majeure concernant les relations entre l'UE et la Turquie.

La mesure fait partie d'un vaste paquet de réformes visant à moderniser les institutions françaises a été transmise au Parlement. Elle a été adoptée par 297 voix contre à peine sept.

Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, a prévenu les sénateurs des conséquences nuisibles que les mesures ont déjà eu sur les relations franco-turques, parlant avant le vote d'un risque de rupture avec Ankara.

La constitution française exige qu'un référendum soit organisé avant l'adhésion d'un pays à l'UE s'il représente plus de 5% de la population de l'Union européenne.

L'amendement avait été introduit en 2005 sous le mandat de l'ancien président Jacques Chirac, une initiative visant à garantir que les électeurs français sceptiques aient leur mot à dire sur la proposition d'adhésion de la Turquie à l'UE.

Le nouveau président, Nicolas Sarkozy, n'a pas caché son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Mais il a

récemment pris le parti du secrétaire d'Etat pour les Affaires européennes Jean-Pierre Jouyet, qui a affirmé que la disposition constitutionnelle complique l'adhésion d'autres pays.

https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-l-ue/news/la-france-supprime-le-referendum-pour-l-adhesion-de-la-turquie-fr/

Plus que jamais, le Frexit doit être un but. En attendant, écrivez en masse à l'Elysée, à Matignon, aux députés… pour dire votre opposition totale à ce nouveau crime qui va se faire sans qu'on nous demande notre avis. Et parlez-en partout, notamment sur les réseaux sociaux.

Ils doivent savoir que, si l'UE accepte la Turquie la France en sortira, inévitablement.

Action !